

ACTION URGENTE

IRAN. SOINS MEDICAUX REQUIS POUR UNE IRANO-BRITANNIQUE TRAVAILLANT POUR UNE ORGANISATION CARITATIVE

Nazanin Zaghari-Ratcliffe, une Irano-Britannique travaillant pour une organisation caritative, souffre d'intenses douleurs aux bras, au cou et au dos et doit être hospitalisée de toute urgence. Une cour d'appel a maintenu sa condamnation à cinq ans d'emprisonnement pour « appartenance à un groupe illégal » en lien avec son travail pour la BBC et pour la Fondation Thompson Reuters.

La prisonnière de conscience irano-britannique **Nazanin Zaghari-Ratcliffe** souffre d'intenses douleurs au cou, aux bras et au dos et ne peut bouger ses bras qu'avec beaucoup de difficultés. Le 4 février, elle a été examinée par un docteur dans le centre médical de la prison d'Evin, qui l'a renvoyée vers un spécialiste en neurologie. Cependant, le bureau du procureur a refusé de l'autoriser à consulter le spécialiste jusqu'au 19 février, lorsqu'elle a enfin été amenée dans un hôpital en dehors de la prison. Là-bas, un neurologue a préconisé son admission immédiate pour subir des examens et recevoir un traitement, à défaut de quoi elle risquait de souffrir de dommages irréversibles à sa main et à son bras droits. Malgré cette recommandation, elle a été reconduite à la prison d'Evin le jour même.

Le 22 janvier, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le porte-parole du pouvoir judiciaire Gholamhossein Mohseni Ejei a annoncé que la condamnation à cinq ans de prison de Nazanin Zaghari-Ratcliffe avait été confirmée par une cour d'appel. Elle a été reconnue coupable d'« appartenance à un groupe illégal » en lien avec son travail pour BBC Media Action et pour la Fondation Thompson Reuters (TRF), une organisation caritative qui promeut les progrès sociaux-économiques, le journalisme indépendant et l'État de droit. Lors de son audience d'appel le 4 janvier, elle a été accusée d'avoir « travaillé en tant que chef du recrutement pour la BBC », en raison du travail qu'elle avait réalisé en tant qu'assistante administrative sur un projet de formation de jeunes journalistes au sein de BBC Media Action. Elle a également été accusée d'être « mariée à un espion britannique en toute connaissance de cause » en raison de la couverture de son emprisonnement par les médias occidentaux et des interviews accordées par son mari Richard Ratcliffe. Le tribunal a considéré que l'ampleur de la couverture médiatique démontrait que Nazanin Zaghari-Ratcliffe était « une personne importante ». La demande de révision judiciaire déposée par son avocat est actuellement examinée par la 33e chambre de la Cour suprême iranienne.

Nazanin Zaghari-Ratcliffe a été arrêtée le 3 avril 2016. En septembre 2016, à l'issue d'un procès inique devant un tribunal révolutionnaire à Téhéran un mois auparavant, elle a été condamnée à cinq ans d'emprisonnement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en persan, en anglais, en arabe, en français, en espagnol, ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités iraniennes de libérer immédiatement et sans conditions Nazanin Zaghari-Ratcliffe, car il s'agit d'une prisonnière d'opinion détenue uniquement en raison de son travail lié à l'exercice pacifique de son droit à la liberté d'expression et d'association ;
- exhortez-les à veiller à ce qu'elle ait accès sans délai à des soins médicaux spécialisés à l'extérieur de la prison ;
- appelez-les, en attendant sa libération, à lui permettre de recevoir des visites prolongées de sa fille dans un environnement adapté, en tenant compte des meilleurs intérêts de l'enfant, conformément aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, que l'Iran a ratifiée ;
- demandez-leur de lui accorder l'accès aux services consulaires britanniques.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 AVRIL 2017 À :

Responsable du pouvoir judiciaire

Ayatollah Sadegh Larijani
c/o Public Relations Office
Number 4, Deadend of 1 Azizi
Above Pasteur Intersection
Vali Asr Street, Tehran, Iran

Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur,

Guide suprême de la République islamique d'Iran

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
Islamic Republic Street - End of Shahid
Keshvar Doust Street
Tehran, Iran

Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur,

Copies à :

Président
Hassan Rouhani
The Presidency
Pasteur Street, Pasteur Square
Tehran, Iran

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :
Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 117/16. Pour plus d'informations, consultez : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde13/5364/2016/fr/>

ACTION URGENTE

IRAN. SOINS MEDICAUX REQUIS POUR UNE IRANO-BRITANNIQUE TRAVAILLANT POUR UNE ORGANISATION CARITATIVE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Nazanin Zaghari-Ratcliffe s'apprêtait à quitter l'Iran et à rentrer au Royaume-Uni avec sa fille en bas âge Gabriella Ratcliffe, lorsqu'elle a été arrêtée par les *pasdaran* (gardiens de la révolution). Avant d'être placée en détention, elle a pu laisser sa fille à ses parents, qui l'avaient accompagnée à l'aéroport. Les autorités ont confisqué le passeport britannique de sa fille et ont refusé d'indiquer à sa famille les raisons de son arrestation et de sa détention, ni fourni d'autre information. Les autorités l'ont placée en détention à l'isolement pendant 45 jours et ne lui ont permis de consulter un avocat que trois jours avant le début de son procès. Elles l'ont d'abord placée en détention durant environ une semaine dans un lieu inconnu à Téhéran, avant de la transférer vers un centre de détention inconnu dans la ville de Kerman, dans le Sud du pays. Nazanin Zaghari-Ratcliffe n'a pu appeler sa famille que trois ou quatre jours après son arrestation, et ce brièvement, mais elle n'a pu recevoir la première visite de sa famille, notamment de sa fille, que le 11 mai 2016, dans une chambre d'hôtel de Kerman. Le 18 mai 2016, elle a été amenée dans le quartier des femmes de la prison de Kerman, puis environ un mois plus tard, elle a été transférée vers la prison d'Evin, où elle a été détenue pendant des mois dans la Section 2-A, sous le contrôle des *pasdaran*, avant d'être transférée vers le quartier des femmes le 26 décembre 2016. Au moment de son arrestation, elle était chef de projet pour la TRF et gérait des projets de formation dans le domaine des médias et du journalisme dans plusieurs pays dont le Liban, la Jordanie, le Maroc et le Myanmar, et préparait des demandes de financement. Depuis son arrestation, des médias iraniens gérés par l'État ont affirmé qu'elle était une « espionne » de la TRF et que la TRF défendait les intérêts des pays occidentaux en faisant la promotion de la démocratie « de type occidental » dans des pays en développement et facilitait par conséquent « l'érosion des cultures et traditions locales ». Amnesty International croit savoir que la TRF n'a aucun projet concernant l'Iran. Au mois de juin 2016, le responsable de l'appareil judiciaire de la province de Kerman a déclaré que Nazanin Zaghari-Ratcliffe avait « mené des actions portant atteinte à la sécurité du pays lors de la sédition de 2009 [référence aux soulèvements ayant suivi les élections présidentielles] en créant de nombreux sites Internet et en organisant des campagnes médiatiques ». Ces accusations se basent uniquement sur le poste d'employée administrative qu'elle occupait il y a sept ans à Londres au sein de BBC Media Action, dans le cadre d'un projet de formation de jeunes journalistes en Afghanistan et en Iran.

En août 2016, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a rendu un avis, qui déclarait que sa détention était arbitraire, en citant notamment le facteur discriminant, c'est-à-dire le fait qu'elle ait la double nationalité irano-britannique, comme élément ayant motivé son arrestation et sa détention, ainsi que la gravité des atteintes à son droit à un procès équitable. Le Groupe de travail a donc appelé les autorités iraniennes à la libérer immédiatement et à lui accorder un droit contraignant à des réparations.

En novembre 2016, Nazanin Zaghari Ratcliffe, a dit à son mari que des agents des *pasdaran* avaient fait pression sur elle pour qu'elle choisisse entre faire venir sa fille dans la prison d'Evin pour qu'elle soit avec elle jusqu'à trois jours par semaine ou signer un document déclarant qu'elle renonce au droit d'être avec sa fille. En janvier 2017, elle a écrit une lettre à sa fille, dont voici un extrait :

« Ma Gisou, ma chère petite fille... Pardonne-moi pour la distance et pour les moments de solitude que nous devons traverser toutes les deux, ou plutôt tous les trois. Pardonne-moi pour toutes les nuits où je n'ai pas pu être à tes côtés pour tenir tes petites mains chaudes jusqu'à ce que tu t'endormes... Pardonne-moi pour cette première semaine de séparation, quand ni l'une ni l'autre ne savions ce qu'il se passait, et quand tu brûlais de fièvre, ta façon à toi de protester contre le fait d'être séparée de ta mère... Au cours des dix derniers mois, je me suis réveillée chaque matin avec l'espoir de pouvoir rentrer à la maison et de pouvoir te serrer contre mon cœur, et chaque soir, je m'endormais en rêvant de retrouver la liberté le lendemain. Il y a en moi une flamme qui brûle chaque nuit de l'espoir de pouvoir respirer à nouveau ton souffle chaud... Je vais continuer d'attendre... Mais un jour, tu devras écouter tout ce que j'aurai à te dire. Un jour, je te raconterai l'histoire de ces jours de solitude, une histoire de douleur et de séparation. Le jour viendra, où nous pourrons jeter tous ces vieux souvenirs amers et n'en garder que les leçons qu'ils nous ont apprises. Aucune injustice ne reste impunie. »

La lettre complète est disponible en anglais et en persan à ces adresses : <https://www.change.org/p/free-nazanin-ratcliffe/u/19261250> ; <http://www.humanrights-ir.org/?p=1689>

Nom : Nazanin Zaghari-Ratcliffe

Femme

Action complémentaire à l'AU 117/16, MDE 13/5748/2017, 22 février 2017